

Aux Philippines, l'accusation de "communiste" peut coûter la vie

lundi 5 avril 2021, par [Courrier International](#) (Date de rédaction antérieure : 9 mars 2021).

Neuf militants des droits sociaux et économiques ont été tués par les forces de sécurité philippines dimanche 7 mars, deux jours après un appel du président philippin Rodrigo Duterte à "en finir" avec les communistes.

"Deux jours après l'appel du président Rodrigo Duterte dans lequel il a demandé à la police et aux soldats de 'tuer' et d'achever' les rebelles communistes qu'ils rencontraient, la police philippine et l'armée ont conduit une opération mortelle à Calabarzon, le 7 mars", écrit [Rappler](#), un site connu pour ses enquêtes sur les exactions commises par la police dans [la "guerre contre la drogue" lancée par Rodrigo Duterte](#) dès son arrivée au pouvoir, le 30 juin 2016.

En quelques heures, 24 perquisitions ont été menées dans la région située au sud de la capitale Manille, [détaille le site dans un autre article](#), conduisant au décès de neuf personnes et à six arrestations.

Chacune des victimes, dont les noms ont été rassemblés par les activistes en l'absence d'informations données par les forces de sécurité, était connue pour son implication et sa remise en cause "des pouvoirs dans les domaines du travail, des droits des paysans et de la justice climatique". Un combat mené jusqu'à "leur fin brutale".

Des militants remettant en cause l'ordre établi

Rappler qualifie ce "Bloody Sunday", d'"une des journées les plus sanglantes dans l'histoire récente pour les militants. Elle s'inscrit dans le cadre du combat de l'administration Duterte contre le Parti communiste des Philippines et les groupes qui lui sont liés."

Une guérilla communiste sévit depuis plus de quarante ans dans les régions les plus pauvres du pays, et les pourparlers de paix entre le gouvernement et la Nouvelle Armée du peuple, la branche armée du Parti communiste des Philippines, n'ont jamais abouti.

Dans un entretien au site, le chef de la police de Calabarzon, Felipe Natividad, affirme que l'opération menée correspond aux ordres du président figurant dans le décret présidentiel n° 70 pour "venir à bout de l'insurrection communiste aux Philippines".

L'ennemi est qualifié de "rouge"

Le décret présidentiel n° 70 datant de décembre 2018 souligne la nécessité d'offrir des services sociaux de base dans les zones de conflits et les zones les plus vulnérables, mais, selon le site, le gouvernement utilise la police et l'armée pour combattre les forces communistes, y compris les activistes "désignés comme 'rouges'".

[Dans un troisième article, Rappler](#) explique que la Cour suprême des Philippines estime que qualifier

de "rouge" une personne est *"une stratégie utilisée par des agents de l'État, en particulier les forces de sécurité, contre ceux qui sont perçus comme des 'menaces' ou des 'ennemis de l'État'"*.

Courrier International

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/repression-aux-philippines-laccusation-de-communiste-peut-couter-la-vie>